
Colère aux Finances publiques

SOCIAL 40 % des employés étaient mobilisés contre une réorganisation

« On doit se battre contre leur volonté de détruire notre administration ! », a lancé, lundi 8 juillet à Périgueux, Philippe Gory, délégué CGT des Finances publiques de Dordogne. En cause : la réorganisation qui doit se mettre en place entre 2020 et 2022.

Les sites de Saint-Astier, Ribérac, Le Bugue, Lalinde et Montignac étaient ainsi fermés au public à cause de la grève. Dans le département, le taux provisoire de grévistes était de 40 % à midi (soit 80 personnes). C'est le projet de « nouveau réseau de proximité des finances publiques », présenté par le directeur des Finances publiques en Dordogne, qui a mis le feu aux poudres. 28 communes devraient disposer d'une maison de services au public d'ici 2022, contre 18 sites d'accueil actuellement.

Les syndicats vent debout

Mais pour les syndicats, ces chiffres cachent la réalité. « La direc-



Les grévistes se sont mobilisés contre la réorganisation des services dans le département. PHOTO PHILIPPE GRELLER

tion porte un double discours », dénonce Sylvie Royer, secrétaire générale de la CFDT Finances publiques 24. « Les maisons de services au public seront tenues par un animateur sans aucune formation en fiscalité, qui n'est là que pour prendre des rendez-vous. »

La réorganisation prévoit également de séparer les activités de comptabilité et de conseil de ges-

tion pour les communes. Une « aberration » pour les grévistes. « On conseillerait les élus sans avoir tous les éléments de comptabilité nécessaires, et cela pourrait générer des conflits entre confrères », explique un manifestant.

La mobilisation se poursuivra à la rentrée pour peser sur le projet qui doit être adopté en octobre.

L. M.